

LES MÉDIAS AMÉRICAINS COMME ANTI-MODÈLE

L'ÈRE DE L'AUTOCRITIQUE
ET DE LA CRITIQUE DU JOURNALISME?

PAR

MICHEL MATHIEN (*)

Aux Etats-Unis, après le 1^{er} mai 2003, la couverture de la crise iraquienne par les grands moyens d'information de masse a tardivement suscité l'autocritique de la part de responsables éditoriaux et la critique publique de la part d'experts et de spécialistes de tous horizons. Nous en avons observé les prémices dans la précédente édition de l'*AFRI* (1). Ce mouvement s'est progressivement développé au cours de l'année 2004 jusqu'à la réélection de George W. Bush. La question est celle de son avenir ou, exprimé d'une autre manière, de la réalité effective du pluralisme des médias dans une démocratie qui se pose comme un modèle.

DU SUIVISME PATRIOTIQUE AU DOUTE

Aux Etats-Unis, l'impact psychologique collectif des attentats du 11 septembre, le patriotisme et la volonté de se défendre contre une menace *a priori* d'autant plus nouvelle qu'imprévue ont largement servi d'explication aux orientations éditoriales des grands journaux et des médias audiovisuels. Dans l'ensemble, ceux-ci n'ont guère mis en cause la volonté de George W. Bush de faire la guerre à l'Iraq dans la foulée de l'intervention américaine en Afghanistan. Le suivisme de la politique réactive du gouvernement avec ses conséquences (désinformation, oblitération...) a certes pu s'expliquer par le choc du 11 septembre dans la population, mais il est aussi le résultat de la construction et de l'entretien d'un climat de peur, avec la description d'une menace amplifiée aux contours mal définissables, le terrorisme international. Cette attitude n'a résisté outre mesure ni aux confirmations successives des arguments inexacts, faux et mensongers justifiant la « guerre en Iraq », ni aux exactions des forces américaines sur le terrain des opérations,

(*) Professeur de Sciences de l'information et de la communication à l'Université Robert Schuman (Strasbourg, France) et directeur du Centre d'études et de recherches interdisciplinaires sur les médias en Europe (CERIME).

(1) « Crise du modèle anglo-saxon de l'information avec la 'Guerre en Iraq' ? Les médias face à la propagande et au mensonge en démocratie », *AFRI*, vol. V, 2004, pp. 922-942.

ni à la révélation des sévices et tortures aux prisonniers (les prisons d'Abou Ghraib ou de Guantanamo, par exemple), ni à l'escalade inattendue des attentats anti-américains dans un « pays libéré » qui se sont poursuivis jusqu'à la fin 2004, ni, finalement, aux doutes sur le bien-fondé de l'intervention militaire du 20 mars 2003. Il est vrai que les agences internationales de presse, dont Associated Press, Reuters et l'Agence France Presse, avec beaucoup de médias de l'étranger, ont dans l'ensemble permis d'éviter une présentation univoque des faits, des événements et de leurs commentaires.

Sans qu'ils soient exhaustifs, les événements majeurs suivants, après ceux déjà évoqués fin 2003, ont contribué à s'interroger sur le bien-fondé d'un choix politique lourd de conséquences et sur son argumentation pour convaincre les opinions publiques. Ainsi, la « palme d'or » du Festival de Cannes attribuée au documentaire *Fahrenheit 9/11* de Michael Moore, son succès cinématographique, le *mea culpa* de la direction du *New York Times* sur son propre aveuglement du 26 mai 2004, contrition suivie par d'autres; et, en particulier au Royaume-Uni, le rapport de Lord Hutton de janvier 2004, faisant suite au « suicide » de David Kelly, le biochimiste britannique expert en armes de destructions massives, puis celui de Lord Butler de juillet 2004 sur l'utilisation politique des informations des services de renseignement. Aux États-Unis comme en Europe, la poursuite de la publication d'ouvrages de personnalités ayant été aux affaires, de spécialistes de la communication ou de chercheurs a renforcé la mise en cause d'une politique et de ses modes d'action en amont du processus de fabrication de l'information, entre dirigeants des médias, les journalistes et leurs sources. De ce fait, les questions sur les choix et pratiques des journalistes et des médias qui les emploient ne manquent pas. Surtout quand il est apparu qu'ils ont participé à une forme de communication publique devenue plus proche de la publicité et de l'intérêt commercial bien compris que du débat public!

Dans ce contexte, on peut une fois de plus s'interroger sur le sens du pluralisme des médias dans une démocratie, *a fortiori* aux États-Unis, quand les principaux moyens d'information suivent une ligne éditoriale dominante, voire quasi unique. Autrement dit, quand le pluralisme des médias est contourné par le pouvoir de l'argent. Citons aussi le récent documentaire critique du journaliste américain de télévision Danny Schechter sur les « armes de tromperie massive », traduction de *Weapons of Mass Deception* (2), à rapprocher du titre de l'ouvrage français coordonné par Jean-Marie Charon et Arnaud Mercier, *Armes de communication massive*, portant

(2) Cf. son entretien avec Eric LESER, « La technique hollywoodienne est entrée dans les salles de rédaction », *Le Monde* 2, n° 38, 6 nov. 2004, pp. 36-40. Les jeux de mots à propos des ADM avaient aussi été engagés aux États-Unis après la prise de conscience des abus dans les argumentations : cf. déjà dans le *New York Times* du 30 mai 2004, l'article de Daniel Okrent, « Weapons of Mass Destruction? Or Mass Distraction? »

sur le constat et l'analyse du même phénomène général (3), tout comme celui dirigé par le Belge Marc Lits, *Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique* (4). Certes, bien des débats internes aux médias ont eu lieu, mais ils n'ont guère pu prendre une dimension publique avant que l'évolution des événements ne l'impose (5). Le comportement des médias dénoncé dans cette conjoncture particulière pourrait se résumer ainsi : « plus une nouvelle est importante en raison de la source qui l'émet, c'est-à-dire de ce qu'elle représente elle-même face à l'opinion publique et dans la culture commune, moins elle est vérifiée ».

Est-ce pour autant suffisant pour que la fonction de modèle portée jusque-là par les médias anglo-saxons ne soit plus mise en cause ? Il faudra encore attendre pour pencher vers une réponse positive. L'analyse que nous avons proposée l'an passée n'a pas changé en profondeur. Les choix éditoriaux se fondant sur les relations d'interdépendances des médias avec leurs sources, mais aussi avec leurs marchés (annonceurs et audiences), ils ne sauraient *a priori* aller dans le sens d'une originalité exclusive ou s'opposer à un courant de pensée dominant pour des motifs où patriotisme et mercantilisme se confondent. Toute guerre de dimension internationale semble de nos jours devoir s'inscrire dans ce cadre pour les pays conquis par le libéralisme économique. Certes, les débats qui se sont poursuivis en 2004 aux Etats-Unis, en particulier à l'occasion de l'élection présidentielle, ont changé la donne, mais sans non plus entretenir trop d'illusions sur ce qu'aurait pu être la politique du démocrate John Kerry. Parmi d'autres allant dans le même sens, l'analyse de William Pfaff (6), éditorialiste américain spécialiste des relations internationales, ne prête guère à ambiguïté ! S'ils ont conduit le Président Bush à reconnaître les mensonges ou les erreurs de son gouvernement – dont il a chaque fois aussi su se dédouaner en chargeant les services de renseignement par exemple ! –, ils ont également mis en évidence les carences des rédactions en tant que telles par rapport à leur devoir d'informer dans un Etat où la liberté d'expression est valorisée plus que dans aucun autre. Même si les principaux médias, dont les titres de référence de la presse de la côte Est, semblent avoir retrouvé leurs pratiques historiques en 2004, l'évolution de la culture communicationnelle observée lors de la crise internationale provoquée par la « guerre en Iraq » peut-elle laisser présager que les choses ne pourraient plus se reproduire à l'identique une prochaine fois ? Autrement dit, la construction de

(3) Jean-Marie CHARON/Arnaud MERCIER (dir.), *Armes de communication massive. Informations de guerre en Irak : 1991-2003*, CNRS Editions, Paris, 2004.

(4) Marc LITS (dir.), *Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique*, De Boeck, Bruxelles, 2004.

(5) Pour un aperçu général de cette évolution critique aux Etats-Unis, cf. l'article de Jean-Paul MARTHOUZ, « Media culpa, media maxima culpa », in Marc LITS, *op. cit.*, pp. 141-146. L'auteur, ancien chef du service étranger du journal *Le Soir*, est le directeur international de l'information de Human Right Watch.

(6) Cf. l'entretien de William PFAFF avec Jan KRAUZE, « L'Américain qui rejette le modèle américain », *Le Monde* 2, n° 39, 13 nov. 2002, pp. 36-38.

l'actualité mondiale peut-elle se fonder sur une prétention univoque à déterminer la vérité sur les faits et les événements ?

BIS REPETITA PLACENT – NON PLACENT ?

Bien que George W. Bush ait été reconduit dans ses fonctions, il sera difficile aux médias américains et à tous ceux qui, dans d'autres pays, ont participé d'une logique comparable, d'ignorer les critiques dont ils ont été ou sont encore l'objet. Si, pour toute guerre, il a fallu aux dirigeants politiques présenter les arguments justificateurs de leur choix *via* les organes d'information, celles de l'époque actuelle n'ont fait qu'accentuer la surenchère dans l'espace médiatique national comme dans l'espace médiatique international (7). La «mondialisation» de l'économie et la complexification des relations d'intérêts entre les Etats, avec leurs diverses retombées nationales faisant plus ou moins bien le lien entre le «global» et le «local», ont fait de l'espace médiatique international un enjeu majeur et déterminant en cas de crise grave.

Si les médias anglo-saxons ont été en première ligne depuis la guerre du Golfe de 1991, avec *CNN* comme média phare, ils ne sont plus les seuls depuis. Des chaînes transnationales de télévision arabes (*Al Jazira*, *Al Arabiya*, *Abou Dhabi TV*, *Al Manar* (8) et *Al Alam*) sont nées entre temps pour défendre – dans leur aire géographique et surtout au-delà *via* les satellites de diffusion directe – d'autres visions des faits, avec d'autres références culturelles, que leurs publics peuvent retrouver sur leurs sites Internet respectifs. A l'instar de ce que la France projette de faire dès 2005 avec sa propre chaîne d'information internationale (9)! Dans cette guerre qui n'en finit pas, elles focalisent leurs reportages et leurs images sur les sujets que, manifestement, leurs homologues américaines ne voulaient ou ne pouvaient pas couvrir : à savoir les victimes civiles et les horreurs de la guerre déclenchée unilatéralement par les Etats-Unis (10). Le cas d'*Al Jazira* est éloquent à plus d'un titre pour montrer, sur la base de témoignages directs, les souffrances des populations et, par là même, l'injustice des attaques américaines. A la fois contrepoint à la domination audiovisuelle américaine symbolisée par les chaînes *CNN* et *Fox News*, la seconde étant devenue concurrente de la première comme propagandiste inconditionnelle de la

(7) Du point de vue des médias, la guerre civile ayant éclaté en Côte d'Ivoire le 19 septembre 2002 présente des phénomènes de même nature.

(8) La chaîne proche du mouvement du Hezbollah chiite libanais a été interdite de diffusion en France (*via* le satellite Eutelsat) par décision du Conseil d'Etat le 13 décembre 2004 pour ses émissions à connotations antisémites.

(9) *Cf.*, dans le présent volume, l'article de Gérard Arboit sur ce sujet, dans la rubrique «La France et le monde».

(10) Elles viennent renforcer les analyses sur le sens de telles images à la télévision. *Cf.* Gérard ARBOIT, «Rôles et fonctions des images des cadavres dans les médias. L'actualité permanente du massacre des Saints Innocents», *AFRI*, vol. IV, 2003, pp. 828-848.

politique de George W. Bush, cette chaîne arabe a aussi participé au commerce mondial des images selon les sollicitations des diffuseurs. Partenaire reconnu dans le paysage audiovisuel, elle l'est aussi par les Etats. Le ministre français des Affaires étrangères, Michel Barnier, s'est rendu au siège de la chaîne à Doha pour s'adresser le 1^{er} septembre 2004 aux ravisseurs de Georges Malbrunot et Christian Chesnot, les deux journalistes français pris en otages en Iraq par l'Armée islamique. Tout en jouant le jeu vis-à-vis de ses publics, en particulier ceux de la diaspora arabo-musulmane, *Al Jazira* n'a évidemment guère été critique sur le rôle de son pays, l'émirat du Qatar, dans cette crise, comme sur sa politique internationale dans cette région du Moyen-Orient, notamment comme pays d'accueil du centre de commandement des forces militaires des Etats-Unis engagées en Iraq mais aussi en Afghanistan. Dans ce cas, comme dans d'autres évoqués dans notre contribution au volume V de l'*AFRI*, l'offre d'information n'obéit guère aux critères traditionnels ou historiques participant de la représentation du journalisme professionnel dans nos cultures occidentales. Il n'est donc pas étonnant d'entendre de la part d'immigrés du Moyen ou du Proche-Orient en Europe que «*les Etats-Unis n'ont pas su vendre la guerre aux Arabes!*» Créée en mai 2004, la chaîne américaine en langue arabe, *Al Hurra* (la libre), n'est pas prête d'entamer le crédit des chaînes de cette région du monde. A titre de mémoire, le slogan pour désigner la qualité des informations de la chaîne américaine *Fox News*, du groupe Rupert Murdoch – également propriétaire au Royaume-Uni de *Sky News* et de beaucoup d'autres canaux et organes de presse dans le monde – n'est-il pas «*Fair and Balanced*»?

La nature des enjeux, les formes révélées de la communication politique du gouvernement américain et, dans une moindre mesure, du gouvernement britannique, les conséquences incalculables des impacts culturels d'une intervention unilatérale dans une région du monde aussi sensible à plus d'un titre donnent à espérer qu'un tel processus ne se répétera pas. Le second mandat donné au Président Bush permettra-t-il à ce dernier d'envisager une approche plus empreinte de sagesse (W. Pfaff (11)), avec tout ce qui peut en découler sur le plan des processus communicationnels et médiatiques propres aux Etats-Unis?

COMMUNICATION DE GUERRE ET MANICHÉISME QUASI RELIGIEUX

Pourtant, le lien entre une volonté déterminée, sa communication mise en œuvre en vue d'une action d'aussi grande envergure et la disqualification de tous ceux qui, Etats, groupes ou personnes ne partagent pas le choix

(11) *Op. cit.*

voulu d'un dirigeant et de son entourage, constituent un mode de pensée et d'être que l'on pouvait aussi croire révolu! En fait, on avait oublié les pratiques communicationnelles des Etats lors des guerres de l'ère industrielle et de la confrontation entre les deux blocs idéologiques du XX^e siècle. Bien que les médias aient changé d'ampleur et d'impact, le présent conflit a eu pour effet de rappeler que la logique de toute communication politique relève de la responsabilité des Etats qui, dans leur mission de gouvernance, doivent gérer les crises, réelles ou créées, et mener à bien les missions qui en résultent. Plus qu'aucune communication de crise, la «communication de guerre» développée par les Etats-Unis a été le prolongement direct du dessein de «faire la guerre à l'Iraq». Elle a poussé aux arguments extrêmes dans le bien-fondé de l'usage nécessaire et légitime de la force armée (12). Cette réalité-là, relevant de l'essence du pouvoir, a eu sa traduction *via* les médias de masse auprès de l'opinion publique nationale puis internationale. Même après l'évidence affirmée par les autorités compétentes, commissions et experts désignés, les deux principaux motifs défendus face à la communauté internationale, à savoir l'existence d'armes de destruction massives (ADM) et la relation directe entre Saddam Hussein et le réseau «terroriste» de Ben Laden, n'étaient pas démontrés, les mêmes sources ont continué à produire de l'information avec la conviction et la logique argumentative qui étaient la leur dès l'origine. Face aux médias, elles sont restées intarissables dans leur volonté de persuasion du bien-fondé de l'action entreprise, qui ne pouvait qu'être juste. Y compris après le rapport au Congrès de David Kay, le directeur du groupe d'experts chargé de la recherche des ADM en Iraq, et bien d'autres, dont Hans Blix qui, après la fin de sa mission, a publié le bilan de son expérience de responsable du groupe des inspecteurs de l'ONU (13).

Phénomène classique, les arguments justificateurs de la volonté d'user de la force légitime pour une «guerre préemptive» n'ont guère quitté le registre de l'amalgame pour persuader les opinions nationales d'un juste choix s'imposant comme inévitable. Si cette pratique de réduction binaire, entre un Bien et un Mal, a déjà été développée dans la communication officielle à l'intérieur des Etats-Unis lors de la crise du Golfe de 1990-1991, elle a été outrancière en Iraq, au point de s'intégrer à la propagande des régimes totalitaires. Si cette forme de communication y était toujours en vigueur à l'automne 2002 face à la campagne de communication ouvertement belliqueuse orchestrée par le Président Bush et son entourage, il convient de noter que celui-ci, contrairement à son père dix ans plus tôt, a accentué effectivement la pratique de l'amalgame en «démonisant» systématiquement l'adversaire au point que les comparaisons entre les discours des deux

(12) On trouvera bien des prolongements de cette approche dans Julien FREUND, *L'Essence du politique*, Sirey-Dalloz, Paris, 2004 (1^{re} éd. 1965, 3^e éd. 1986).

(13) Hans BLIX, *Les Armes introuvables*, Fayard, Paris, 2004.

parties belligérantes sont patentes. L'une comme l'autre ont usé des ressorts du sentiment national, acquis ou retrouvé, mais nourri, *via* les médias, du rappel des valeurs fondatrices de l'Etat.

En la circonstance, la référence au Bien et au Mal, à la Lumière et aux Ténèbres, à l'Esprit et à la Matière, donne une actualité à la religion à vocation universelle que Mani (ou Manès) a créée au III^e siècle en Babylonie, dans l'Iraq d'aujourd'hui! En l'occurrence, l'argumentation du pouvoir politique en cause a pris une dimension universelle quasi religieuse, qui dépasse la métaphore. L'engagement dans la guerre, à bien des égards, présente l'annonce d'un salut analogue à une religion gnostique dualiste des premiers siècles de l'ère chrétienne et opposable à l'emprise d'un démon particulièrement malveillant et méprisant, tirant l'humanité vers le bas (la matière) alors qu'elle pourrait aller vers le haut (l'esprit). Le manichéisme développé, par son caractère systématique intrinsèque, ne laisse guère de place à une argumentation contraire et fait évidemment fi de toute règle de droit (14). La «gnose» ou «connaissance» au sens absolu du mot est tournée vers le salut quand elle n'est pas déjà elle-même le salut! Noirs et Blancs sont donc comme deux armées placées face à face qui s'affronteront sans concession aucune, car le compromis et la négociation sont par nature impossibles. Celle qui vaincra est celle qui aura la connaissance révélée. D'où l'importance de l'élément sauveur qu'est l'«esprit» ou l'«*intelligence*» (le *noûs* en grec et en copte), deux mots synonymes et transposables sur un autre registre! Sur le plan comportemental, l'exercice de l'autorité politique n'est donc pas non plus sans lien avec des pratiques argumentatives anciennes, connues et éprouvées, rapportées par l'histoire des religions. Nous ne faisons évidemment pas seulement la remarque à propos de George W. Bush et des courants conservateurs du protestantisme américain qui le soutiennent pour les valeurs qu'il défend.

L'analyse des médias et des réactions de l'opinion américaine face aux attentats du 11 septembre montre que ce type d'argumentation – que l'on pouvait penser dater d'une autre époque au sein des démocraties dites avancées car au moins instruites – a permis, dans un pays agressé et menacé d'un danger flagrant et immense pour le monde dit civilisé, de revigorer les ressorts habituels à la réaction guerrière. En l'occurrence, le patriotisme, le sens du devoir mais aussi la haine de l'ennemi désigné. Ce sont là des valeurs qui influent et influenceront sur les mentalités à plus ou moins long terme et qui se perpétueront, dans une plus ou moins grande mesure, dans les générations suivantes. Dans ce cadre, la communication des gouvernements joue son rôle en lien, bien entendu, avec les organes d'information que sont les médias et dans les rapports de ceux-ci avec leurs

(14) Sur le manichéisme, cf. Henri-Charles PUECH (dir.), *Histoire des religions* 2, Encyclopédie de la Pléiade, Paris, 1972, en particulier l'article de Puech lui-même, qui fut l'un des plus grands spécialistes des religions au XX^e siècle, pp. 523-645.

propres publics. Cependant, jusqu'à quelle limite dans la négation de l'évidence ?

La question n'est pas une redite et concerne un état d'esprit bien ancré. Alors que son pays était en pleine campagne législative au moment des attentats de Madrid du 11 mars 2004, le chef du gouvernement espagnol, José-Maria Aznar, connu dans les milieux médiatiques pour l'intérêt qu'il porte à l'information offerte par les médias à ses concitoyens, avait cru pouvoir désigner l'ennemi qui l'arrangeait en la circonstance. Malgré les pressions directes auprès des chaînes publiques de radiotélévision et, plus particulièrement de l'agence de presse nationale espagnole EFE (15), il n'a pas pu s'opposer à l'évidence des constats des enquêteurs et des journalistes. Les attentats n'avaient pas de rapports avec les autonomistes basques (terroristes), mais découlaient de l'intervention de l'armée espagnole alliée des Etats-Unis en Iraq. Pourtant, à la veille des élections du dimanche 14 mars, le directeur de la rédaction de l'agence espagnole, Miguel Platon, devait encore valider une dépêche reprenant la thèse d'Aznar sur le terrorisme du mouvement autonomiste basque ETA! José-Maria Aznar, après avoir perdu les élections, défend depuis sa bonne foi.

LE « BILAN DE SANTÉ » D'UNE SOCIÉTÉ ?

Directeur du Groupe de sécurité antiterroriste de la Maison-Blanche de 1992 à 2003, Richard Clarke a rappelé, dans son analyse de la conjoncture, après avoir quitté ses fonctions, que son pays n'a pas produit une politique réactive faite de sagesse : *« l'Amérique a cédé à des réactions impulsives, maladroites, et les idées toutes faites l'ont emporté sur l'analyse. Nous sommes moins en sécurité aujourd'hui qu'hier. Nous n'avons pas fini de le payer »* (16). Le philosophe chinois Sun Tzu ne disait-il pas déjà, bien avant notre ère, qu' *« il ne s'est jamais vu qu'une guerre prolongée profitât à aucun pays »* (17). Un conflit qui dure est un mauvais conflit du point de vue de la stratégie et présente des risques croissants pour ceux qui l'ont engagé, car il devient *« insupportable aux civils »*.

Quant à l'évolution des rôles et fonctions des médias dans les systèmes sociaux démocratiques, ceci reste à vérifier à l'avenir. *In fine*, ne participent-ils pas à leur propre bilan de santé ? La question est largement ouverte.

(15) De « source bien informée », nous avons appris que José-Maria Aznar et son cabinet avaient une propension à contrôler les dépêches EFE concernant l'action gouvernementale, notamment à propos de la crise iraquienne.

(16) Richard CLARKE, *Contre tous les ennemis. Au cœur de la guerre américaine contre le terrorisme*, Albin Michel, Paris, 2004, p. 358 (traduction de *Against All Enemies*).

(17) Sun Tzu, *L'Art de la guerre*, Paris, Flammarion, 1978, p. 103.